

Le Régime frontalier de Calais

Calais Research Network

*Extrait de l'ouvrage "The UK Border Regime" by Corporate Watch**

Calais : l'environnement hostile ultime

Ce chapitre est une version réduite des informations compilées dans le site web *Calais Research*, un travail collectif accompli par Corporate Watch, Calais Migrant Solidarity ainsi que par d'autres ami-e-s.

Calais est le port principal situé sur la rive sud de la Manche séparant la Grande-Bretagne et la France. Au début des années 1990, lors du creusement du Tunnel sous la Manche, les gouvernements britannique et français ont conclu un accord afin de déplacer le contrôle frontalier britannique vers le sol français et vice versa. C'est ce qui s'appelle les bureaux à contrôles nationaux juxtaposés, "BCNJ", le but étant d'empêcher des migrant-e-s d'atteindre les côtes britanniques où illes auraient le droit de réclamer l'asile. Ce dispositif a tué plus de 100 personnes au cours des 10 dernières années et a entraîné misère et traumatismes pour des milliers d'autres¹.

Dans le régime de frontière britannique, Calais joue un rôle particulier et ce pour plusieurs raisons:

- Premièrement, il s'agit du principal point de passage vers le Royaume-Uni, non seulement pour les personnes, mais aussi pour le commerce. En fait, une fermeture de la frontière ici, entraînerait un effondrement de l'économie britannique et une menacerait l'approvisionnement des denrées alimentaires essentielles en provenance de l'Europe continentale.
- Deuxièmement, Calais revêt une importance unique en tant que symbole de la propagande anti-immigré-e-s avec ses histoires alarmistes qui marquent le régime frontalier.
- Troisièmement, les contrôles juxtaposés à Calais sont une première dans "l'externalisation" des contrôles aux frontières des pays partenaires. Ainsi, le Royaume-Uni dispose de postes frontaliers en Europe, en Afrique et en Asie. De même, l'UE s'attache frénétiquement à passer des accords avec la Turquie et les États nord-africains dans le but d'exporter ses frontières.
- Quatrièmement, Calais représente un terrain d'essai pour la sécurité et la technologie frontalières et une mine d'or pour les entreprises privées qui en tirent profit. Le Royaume-Uni a ainsi dépensé des millions dans le renforcement permanent de la sécurité autour du port, du tunnel, des autoroutes et des voies ferrées.
- Enfin, Calais matérialise depuis vingt ans l'expérience ultime d'un environnement hostile. C'est un lieu de misère imposé par l'État, où des milliers de personnes sont bloquées dans leur tentative de traverser l'étroite voie navigable vers l'Angleterre. Dans le but de dissuader les gens d'arriver ou de rester, les autorités mènent une chasse aux humains : elles procèdent à des arrestations, frappent, gazent, détruisent des abris et harcèlent les migrant-e-s d'un tas d'autres manières.²

1 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/deaths-at-the-calais-border/>

2 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/videos-and-articles-2/this-border-kills-our-dossier-of-violence/>

Et pourtant, comme pour l'environnement hostile sur le continent, l'argument que cette attitude serait dissuasive n'a jamais fonctionné. Les personnes continuent à arriver et les personnes continuent à traverser.

Alors que Calais constitue un élément clé du système d'immigration du Royaume-Uni, elle présente certaines caractéristiques particulières. En effet, ce régime frontalier de Calais est en quelque sorte son propre monstre, basé sur des alliances tendues entre des acteurs aux objectifs très différents. L'État britannique veut maintenir les migrant-e-s en France, mais nécessite la coopération de l'État français qui lui, veut s'en débarrasser. Tous deux sont contraints de travailler avec de grands intérêts économiques soucieux de maintenir les échanges commerciaux.

Contexte

Le Pas-de-Calais est l'endroit le plus étroit de la Manche entre l'Angleterre et la France, à seulement 33,3 kilomètres de distance. Calais, Douvres, les plus petits ports voisins et le tunnel sous la Manche constituent ensemble une route des détroits commerciaux parmi les plus fréquentées et indispensables au monde.

Plus de la moitié des importations britanniques, et en particulier l'essentiel des importations de produits alimentaires, proviennent de l'UE. Par ailleurs, plus de la moitié du commerce de l'UE passe par ce détroit. En 2017, pas moins de 2,6 millions de camions sont passés par le port de Douvres, soit plus de 17% de l'ensemble des échanges commerciaux du Royaume-Uni avec le monde³. Le tunnel sous la Manche (Channel Tunnel) affirme gérer un quart des échanges entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.⁴

Le Pas-de-Calais est l'un des principaux points de passage pour la circulation des personnes. Des millions de gens qui voyagent documents en règle traversent en empruntant les ferries pour voitures et les trains voyageurs. Pour les migrant-e-s sans-papiers pourtant, cette courte étendue d'eau constitue une barrière beaucoup plus importante.

Traversée des migrant-e-s

Calais a derrière elle une longue histoire de migration, les événements récents eux, commencent avec la chute du bloc soviétique en 1989 et les ignobles guerres dans les Balkans qui ont suivi. En 1988, ils et elles étaient moins de 4 000 migrant-e-s à avoir demandé l'asile au Royaume-Uni. En 1991, illes étaient 44 000 à l'avoir fait. Le nettoyage ethnique qui a sévi dans les Balkans a poussé les gens à se déplacer et les liaisons intra-européennes de transport ont rendu les voyages beaucoup plus aisés que par le passé. Les Calaisien-ne-s plus âgé-e-s parlent d'ailleurs encore parfois des migrant-e-s en les appelant "Kosovars".

La grande majorité des réfugié-e-s dans le monde restent à proximité de leur pays d'origine: actuellement les populations de réfugié-e-s les plus importantes sont hébergées en Turquie (3,5 millions), en Ouganda et au Pakistan (1,4 million chacun). Un nombre beaucoup plus réduit tente d'atteindre des pays d'Europe, y compris quelques milliers de personnes qui cheminent vers le Royaume-Uni. Il s'agit d'un pan de l'héritage colonial britannique. Les réfugié-e-s qui optent pour le Royaume-Uni le font parce qu'illes y ont des ami-e-s et de la famille, parce qu'illes parlent anglais ou parce que la réputation d'équité de la Grande-Bretagne persiste après des générations de propagande impériale.

3 <https://www.freightlink.co.uk/knowledge/articles/port-dover-freight-volumes-reach-record-levels>

4 <https://www.getlinkgroup.com/uploadedFiles/assets-uk/the-channel-tunnel/EY-Channel-Tunnel-UK.pdf>

Les travaux du tunnel sous la Manche ont débuté en 1988 et se sont achevés en 1994⁵. Généralement les États n'acceptent les demandes d'asile que de personnes se trouvant effectivement sur leur territoire. De ce fait, le gouvernement britannique s'est inquiété de l'augmentation du nombre de demandeurs-ses d'asile arrivant par le tunnel. Pour y remédier, il a conclu avec la France le système de «contrôles juxtaposés» dans le cadre du protocole de Sangatte de 1991⁶. Le Royaume-Uni effectuerait des contrôles frontaliers sur le sol français (Coquelles) pour empêcher les migrant-e-s d'atteindre le territoire britannique, tandis que la France commencerait les contrôles frontaliers à Cheriton, dans le Kent.

Le système de contrôle juxtaposé s'est développé. En 2000, le «Protocole additionnel» étendait les contrôles des personnes empruntant la liaison ferroviaire Eurostar; en 2003, le traité du Touquet incluait les contrôles frontaliers dans les ports maritimes de la Manche et de la mer du Nord des deux pays à Calais et Dunkerque. En 2004, la Belgique s'est également jointe, menant les contrôles frontaliers du Royaume-Uni à la gare de Bruxelles-Midi.

Sangatte et après

Le résultat fut un goulot d'étranglement à la frontière, avec un nombre croissant de migrant-e-s bloqué-e-s en vue des falaises blanches de Douvres. Les chiffres ont encore augmenté à la fin des années 1990. Les groupes les plus importants étaient désormais constitués d'Afghan-ne-s fuyant la guerre civile et de Kurdes fuyant la répression de Saddam Hussein en Irak. En septembre 1999, la Croix-Rouge a ouvert le camp de réfugié-e-s de Sangatte afin d'en héberger d'abord plusieurs centaines ensuite bien plus d'un millier.

Les médias britanniques, incités par le Daily Mail et l'Express, ont lancé une campagne hystérique contre les réfugié-e-s de Calais. Les manchettes répétées sur le fait que les demandeurs-ses d'asile causaient le chaos et complotaient pour envahir le tunnel étaient illustrées par d'innombrables photos de «gangs» de jeunes hommes cagoulés⁷. En réponse, les premières clôtures ont été érigées au port en 2000, puis au tunnel en 2001. La campagne médiatique s'est ensuite concentrée sur l'appel à la fermeture du camp de Sangatte. Les autorités ont obéi: Sangatte a été fermé en décembre 2002 sur ordre de l'État français, à la demande de l'État britannique.

Ceci n'a évidemment pas «résolu» le problème de Calais. Cela l'a rendu moins visible : les migrant-e-s se sont dispersé-e-s dans des squats et des campements précaires. En septembre 2008, les gouvernements dépensaient 12 millions d'euros par an en mesures de sécurité, notamment «530 policiers... exclusivement dédiés à la lutte contre l'immigration clandestine, alors que le nombre d'exilé-e-s en ville varie de 200 à 600»⁸.

Les chiffres ont ensuite recommencé à augmenter, avec de nouvelles vagues de migrant-e-s en provenance d'Afghanistan et du Soudan (en particulier du Darfour). Un nouveau grand campement s'est développé, appelé la «jungle» pachtoune. (Le mot "jungle" dérive du farsi et du pachtou "zhangal", qui signifie forêt - il a par la suite été largement utilisé par des migrant-e-s de toutes

5 <https://www.eurotunnelgroup.com/uk/the-channel-tunnel/founding-documents/>

6 Protocole de Sangatte entre gouvernement RU et F :

<http://treaties.fco.gov.uk/docs/fullnames/pdf/1993/TS0070%20%281993%29%20CM-2366%201991%2025%20NOV,%20SANGATTE%3B%20PROTOCOL%20BETWEEN%20GOV%20OF%20UK,%20NI%20&%20FRENCH%20REPUBLIC%20CONCERNING%20FRONTIER%20CONTROLS%20&%20POLICING,%20CO-OPERATION.pdf>

7 Campagne médiatique enquêtée et analysée dans Article 19: "What's the story? Sangatte: a case study of media coverage of asylum and refugee issues" (2004)

<https://www.article19.org/data/files/pdfs/publications/refugees-what-s-the-story-case-study-.pdf>

8 <http://www.lacimade.org/la-loi-des-jungles/>

origines). Contrairement au camp de Sangatte, il s'agissait d'un camp informel auto-géré par plus de 1 000 Afghan-ne-s migrant-e-s.

Encore une fois, les médias britanniques en ont pris connaissance et une nouvelle série d'histoires épouvantables au sujet de la jungle a commencé dans les tabloïds. Une fois de plus, l'État britannique a obtempéré en exigeant et en finançant de nouvelles mesures de sécurité françaises et en renforçant la police à Dunkerque et à Boulogne-sur-Mer, le long de la côte. La France a expulsé et détruit la jungle pachtoune en septembre 2009⁹.

L'été des réfugié-e-s

Après cette expulsion, les gens se sont à nouveau dispersé-e-s dans de plus petits campements et occupations dans d'anciens bâtiments industriels abandonnés de Calais. En 2013 et 2014, un certain nombre d'occupations plus permanentes ont été ouvertes et défendues par des membres du réseau Calais Migrant Solidarity avec le soutien de nombreux-ses habitant-e-s locaux. Parmi ces lieux il y avait la première maison réservée aux femmes et aux enfants sur le boulevard Victor Hugo¹⁰.

C'est bien le développement de ces initiatives solidaires qui a poussé le gouvernement français à créer la première installation officielle depuis Sangatte. Il s'agissait d'un complexe comprenant l'hébergement pour femmes et autres installations dans l'ancien centre sportif Jules Ferry. Situé à six kilomètres de la ville, la stratégie consistait à maintenir les migrant-e-s dans l'invisibilité et à les séparer de la population «non-migrante». Toutes les installations dans la ville étaient constamment expulsées, tandis que les occupant-e-s étaient invité-e-s à camper autour du site de Jules Ferry. Cela a donné lieu à la création d'une nouvelle jungle tolérée, qui se développait de manière plus large que jamais auparavant. Plus tard, le gouvernement a également autorisé certains hébergements officiels sur le site dans des conteneurs d'expédition réutilisés.

Après la répression violente des révolutions arabes, ce fut «l'été des réfugié-e-s» en Europe. Environ 8000 migrant-e-s étaient bloqués à Calais fin de 2016. En comparaison à trois millions de réfugié-e-s Syrien-ne-s en Turquie, ce n'est rien; mais sur les premières pages et les écrans de télévision, ce fut présenté comme une invasion massive. La jungle de Jules Ferry est devenue le nouveau centre d'intérêt pour l'hystérie médiatique, mais également pour une manifestation de solidarité sans précédent de la part de nombreux et nombreuses Britanniques et d'autres Européen-ne-s. Une fois de plus, elle a été fermée en octobre 2016 lors d'une opération de police massive.

Après la jungle

Calais semble fonctionner selon un cycle de sept ans, avec une frénésie médiatique et des accords importants en 2002, 2009 et 2016. Après chaque autorisation, des personnes sont emprisonnées, d'autres se voient accorder l'asile et la majorité est dispersée à travers la France sans solution définitive en ce qui concerne leur séjour ou demande d'asile. Ensuite, graduellement, les migrant-e-s reviennent à Calais.

Au moment où nous écrivons, fin 2018, plusieurs centaines de migrant-e-s bloqué-e-s à Calais tentaient de traverser. Les effectifs policiers continuent de grimper avec ordre de démanteler tout campement en devenir. En raison des mesures de sécurité renforcées, le passage de la Manche devient plus difficile qu'avant 2016. Cependant il existe toujours et les gens vont continuer à venir.

9 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2009/09/22/jungle-destroyed-despite-resistance/>

10 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/?s=victor+hugo>

Sécuriser la frontière

Pour passer les contrôles juxtaposés, les migrant-e-s doivent trouver des moyens d'atteindre le sol britannique «clandestinement». À Calais, cela signifie souvent se cacher dans des conteneurs transportés par des camions ou des trains de marchandises. Pour tenter de mettre fin à cette situation, le gouvernement britannique a dépensé des millions en vue de transformer la région de Calais en une zone militarisée. Ce projet de sécurité comporte deux volets principaux:

Fortifier les ports et le tunnel

À partir des années 1990, les principaux sites de franchissement ont été entourés de clôtures toujours plus hautes et plus longues. Les principales zones fortifiées se situent aux ports de Calais et de Dunkerque; à l'entrée du tunnel à Coquelles; et, plus récemment, la prolongation le long des routes et des lignes de chemin de fer menant à celles-ci. Le dispositif principal comprend actuellement deux lignes de grilles en acier de quatre mètres de haut, surmontées d'un fil de lames de rasoir enroulé, et reliées entre elles par une ligne de capteurs de mouvement électroniques. Le long de l'autoroute à proximité du port se trouve également un solide mur de béton, surnommé le «grand mur de Calais».

Outre les clôtures, toute une série de technologies protège les points d'entrée, notamment des chiens, des drones et des capteurs de chaleur et de CO² utilisés pour détecter les personnes dans les véhicules et les conteneurs. Tout cela nécessite également des gardes et des opérateurs humains. Des gardes de sécurité privés patrouillent dans les enceintes des clôtures. En dehors des barrières, les routes sont surveillées par la police anti-émeute française. L'ensemble est en grande partie financé par le Royaume-Uni, avec des contributions de l'Union européenne. Les accords de financement et contrats d'entreprises de sécurité privées sont détaillés ci-dessous.

Création d'un environnement ultra hostile dans les environs

La deuxième manière d'agir consiste à chasser les migrant-e-s de la région de Calais complètement. Les mécanismes en ont été analysés dans un rapport de Calais Migrant Solidarity de juin 2011 intitulé «This Border Kills» (Cette frontière tue). Après le bref interlude de la Jungle tolérée en 2015-2016, la situation est à nouveau très similaire actuellement- si ce n'est avec une présence policière encore plus importante. Les forces de police anti-émeute CRS sont installées en rotation dans la région de Calais et travaillent principalement sous la direction de la Police aux frontières (PAF). En plus de la protection des clôtures, elles patrouillent dans les rues de la ville et de la campagne environnante et se livrent à une réelle «chasse aux humains».

Le rapport "This Border Kills" a identifié trois formes principales d'agressions :

- *La violence brutale.* Les passages à tabac par la police, les arrestations violentes et les suites ayant entraîné blessures et la mort. Ces dernières années, ont aussi été perpétrées d'importantes vagues de violence «extra-étatique» de la part de groupes d'autodéfense fascistes.
- *Harcèlement systématique avec contrôles d'identité et arrestations.* Toute personne ressemblant à un-e migrant-e est profilée, arrêtée et obligée de présenter des papiers d'identité. Chaque jour, des dizaines de personnes sont arrêtées et conduites au poste de police de la PAF à Coquelles. La plupart sont libérées endéans quelques heures ou quelques jours, parfois avec un document appelé «Ordre de quitter le territoire français» (OQTF). Une minorité est transférée dans un centre de détention de longue durée situé dans le même complexe de Coquelles et maintenue en détention en vue d'expulsion. Périodiquement, des nationalités ciblées sont visées en vue de déportations massives par vols groupés.

- «*Rendre la vie invivable*» : raids et attaques sur les abris, la nourriture, l'eau, le sommeil et la dignité. CMS et d'autres groupes continuent de documenter des centaines d'exemples, notamment l'empoisonnement des réserves d'eau avec du gaz, gazer la nourriture fournie par les associations, uriner sur les literies et couramment, vol des affaires personnelles et destruction d'abris.

La tactique de «chasse aux humains» à Calais est en grande partie illégale et a été maintes fois condamnée par les tribunaux et le défenseur des droits humains français. Parfois, après la révélation d'atrocités dans les médias, la violence diminue pour un court moment. Puis ça reprend. Les deux gouvernements étant bien conscients qu'ils ne rencontreront que peu d'opposition face à leur utilisation d'extrême brutalité à l'encontre des migrant-e-s en transit dans cette zone d'urgence. Il s'agit là de «l'environnement hostile» porté à son paroxysme.

Acteurs clés

Le régime frontalier de Calais implique un certain nombre d'acteurs majeurs, dont les agendas coïncident parfois, mais s'opposent de temps à autre. Le site Web de Calais Research les décrit de manière assez détaillée; ci-dessous un résumé.

Gouvernement britannique

Le Royaume-Uni est le seul acteur d'envergure ayant un intérêt direct dans les contrôles aux frontières à Calais. La France veut que les migrant-e-s partent; le port, Eurotunnel et les compagnies de transport veulent simplement que le commerce se déroule librement. Le Royaume-Uni tente de sécuriser la frontière de deux manières : en exécutant directement ses «contrôles juxtaposés»; et en payant d'autres acteurs pour faire son sale boulot.

- *Contrôles directs au Royaume-Uni*

La Force frontalière supervise elle-même les contrôles frontaliers au sein du port. Les gendarmes sont basés dans la base de commandement de la direction du sud-est dans la tour Martello, à Folkestone (ils se rendent chaque jour à Calais par le tunnel, dans des autocars exploités par une société appelée Buzzlines travel.¹¹) Dans le port de Calais, ils assurent le contrôle des passeports et des véhicules. La Force frontalière, la PAF (police aux frontières) française et la sécurité portuaire sont en liaison en tant que «Taskforce opérations conjointes» une force multinationale mixte, partageant un centre de surveillance central. D'autres officiers de la police des frontières travaillent avec Eurotunnel dans leurs installations. Les autorités britanniques ont également dirigé la construction de clôtures de sécurité et autres infrastructures dans et à proximité du port de Calais.

Les contrôles de passeport sont gérés par des agent-e-s des frontières, cependant la fouille des véhicules est en grande partie sous-traitée à une société appelée Eamus Cork Solutions (ECS), ainsi qu'à une société de manutention de chiens nommée Wagtail. Eamus Cork assure la présence constante de 40 «agent-e-s de fouille autorisé-e-s» (24 heures par jour, 365 jours par an). Les camions et les voitures passent d'abord par une ligne de la Force frontalière où les documents sont vérifiés, puis atteignent une deuxième ligne où ECS et Wagtail effectuent des recherches. Les gardes ECS sont également responsables des «installations de détention de courte durée» destinées à accueillir les sans-papiers trouvés dans les ports et le complexe Eurotunnel. Après les démarches administratives, les prisonniers et prisonnières sont remi-e-s à la PAF.

- *Financement des autorités françaises*

11 Home Office contract award notice "Border Force South East and European Coach Services", août 2016 <https://www.contractsfinder.service.gov.uk/Notice/0c1e111e-49d4-4123-95f4-7bc45e442ba0>

La Grande-Bretagne n'est pas directement responsable des contrôles et des mesures relatives à «l'environnement hostile» en dehors des ports. Néanmoins elle prend en charge une grande partie de la facture concernant les opérations de police françaises grâce à des accords de financement continus (certains sont répertoriés dans la section suivante). Outre l'aspect financier, Calais fait partie de relations diplomatiques plus larges entre les deux États et l'on peut supposer que le Royaume-Uni rembourse également sa «dette» à la France par d'autres canaux.

- *Autres relations*

Le Royaume-Uni couvre pour Eurotunnel les coûts de la sécurité frontalière dans le tunnel.

Gouvernement français

Calais représente pour le gouvernement français un problème : il préférerait laisser les migrant-e-s passer au Royaume-Uni, mais se retrouve prisonnier dans ses relations diplomatiques avec le Royaume-Uni. Par ailleurs, tout comme au Royaume-Uni, Calais est devenue un spectacle médiatique. Elle est utilisée pour représenter une zone de non-droit, où l'État ne parvient pas à contrôler le territoire. Le parti d'extrême droite Front National et la maire de droite locale (voir ci-dessous) ont insisté là-dessus de manière à attaquer le gouvernement du parti socialiste de François Hollande (2012-2017), et actuellement le gouvernement centriste d'Emmanuel Macron.

En réponse, des membres du gouvernement s'y rendent occasionnellement et annoncent de nouvelles mesures de contrôle strictes. Le reste du temps, les autorités appliquent discrètement les accords du Royaume-Uni et chassent les migrant-e-s.

En France, une grande partie de l'autorité du gouvernement central dans une région est déléguée à un haut responsable local appelé le Préfet, chargé entre autres charges, des opérations de police dans le département autour de Calais. Trois forces de police principales sont impliquées :

- *La Police aux Frontières (PAF)*. La police aux frontières coordonne la plupart des opérations liées aux migrant-e-s à Calais, y compris le renseignement contre la contrebande, elle collabore avec les forces britanniques des frontières, effectue la gestion des migrant-e-s arrêté-e-s en vue de leur détention et de leur expulsion. La PAF dispose d'un quartier général de base et de centres de détention à côté de l'entrée du tunnel à Coquelles.
- *Les Compagnies républicaines de sécurité (CRS)*
Police française anti-émeute notoire. Calais est l'une des rares zones d'urgence placée en zone de sécurité prioritaire (ZSP) en France où les CRS sont présents en permanence. Les bataillons viennent de toute la France et travaillent généralement par rotation de trois semaines. Ils sont connus pour leurs muscles, pas pour leur cerveau, et agissent généralement comme un «bras musclé» pour les opérations de la PAF. Ils patrouillent également dans leur propre fourgonnette blanche, ramassant les migrant-e-s sur les routes pour les arrêter ou les frapper.
- *Les Gendarmes mobiles*. Plutôt des policiers anti-émeute, mieux formés que les CRS, font techniquement partie de l'armée. Jusqu'en 2015, ils n'étaient utilisés que pour des opérations ponctuelles majeures, mais ont récemment été utilisés aux côtés de CRS pour protéger les clôtures de sécurité.

Outre le maintien de l'ordre, le préfet exerce un pouvoir considérable:

- *Le système d'asile*. Les migrant-e-s arrivent à Calais dans l'espoir d'atteindre le Royaume-Uni, mais une partie d'entre eux abandonnent et demandent l'asile en France. La France accepte à peu près la même proportion de demandeurs-ses d'asile que le Royaume-Uni. Cependant, les temps d'attente sont longs et les conditions d'hébergement et de soutien sont

bien pires qu'en Grande-Bretagne: par exemple, de nombreux-ses demandeur-ses d'asile ont préféré rester dans les jungles et les squats que dans les foyers officiels et, de toute manière, il n'y a souvent pas de place disponible. L'ONG «France Terre d'Asile» détient un important contrat de consultance en matière d'asile.

- *Propriété et contrôle foncier* : le gouvernement contrôle directement une grande partie de la ville, y compris la zone de sécurité autour du port et du tunnel, ainsi que des autoroutes. Le site de la jungle 2015-2016 était effectivement contrôlé par l'État au moyen d'une autorité administrative indépendante (AAI).
- *Financement et réglementation des ONG*. Les fonds publics ont reconnu les ONG qui distribuent de la nourriture et gèrent la «solidarité». Dans la jungle, le préfet a eu recours à des conventions importantes avec des associations caritatives pour la gestion de l'espace. Une association humanitaire, La Vie Active, gérait les installations du centre Jules Ferry. Une autre, Acted, est devenue un mandataire de la préfecture dans la jungle, conseillant aux migrant-e-s de ne pas résister aux expulsions et organisant un «conseil des migrant-e-s» composé de «leaders communautaires» pacifiques. Les migrant-e-s et les groupes de solidarité qui n'ont pas accepté ce cadre ont été identifié-e-s et ciblé-e-s en vue de répression.

La Maire

La Maire exerce un pouvoir considérable sur la ville de Calais et exerce une influence importante sur le port, les propriétaires fonciers-ères, les ONG, les entreprises et à peu près tous ceux qui souhaitent exercer leurs activités dans la ville. Calais était autrefois un bastion du Parti communiste mais, depuis 2008, elle est dirigée par l'aile droite Natacha Bouchart (du parti Les Républicains, dirigée par l'ancien président Nicolas Sarkozy). En 2011, elle est également devenue sénatrice nationale. En 2016, elle a quitté ses fonctions de sénatrice pour devenir vice-présidente du Conseil régional, chargée de «la politique de la mer, des ports et du littoral».

La maire dirige l'Hôtel de ville, importante infrastructure qui comprend une force de police municipale - bien que celle-ci ne soit pas directement impliquée dans les opérations anti-migrant-e-s. Philippe Mignonet, adjoint au maire chargé de la sécurité, est un autre personnage clé.

- *Plateforme politique* Bouchart a utilisé son bureau comme plate-forme pour attaquer le gouvernement et lancer une répression contre les migrant-e-s en ville, se présentant comme la seule solution au «problème des migrant-e-s». Elle a parfois demandé le renversement des accords de contrôle juxtaposés (comme son allié politique Sarkozy) et a attiré l'attention menaçant de fermer le port.
- *Direction des raids policiers*. Bien que les forces de police nationales effectuent des patrouilles et des raids, la mairie collabore étroitement. Mignonet a souvent personnellement dirigé des raids plus importants, au cours desquels des employé-e-s de la mairie accompagnaient la police pour démolir des structures, nettoyer les biens des migrant-e-s et gazer avec des produits chimiques.
- *Politique d'apartheid*. La maire a mis en œuvre des mesures pour empêcher les migrant-e-s d'utiliser les terrains de football, les piscines, la bibliothèque et d'autres installations de la ville.¹²

12 Tout ceci a été documenté sur le site et dans la presse locale :

<https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2014/09/22/6401/>

<https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2015/11/20/segragation-in-the-swimming-pool/>

- Ciblage des squats. La maire a tenté de mettre en œuvre une approche de «tolérance zéro» vis-à-vis des squats et autres zones de logement dans la ville¹³. Les campements situés sur des terrains municipaux sont rapidement nettoyés. Alors que la mairie n'exerce pas de contrôle direct sur une propriété, elle exerce une influence sur les propriétaires fonciers: par exemple: sur des institutions telles que l'OPH (Office Public de l'Habitat), propriétaire d'un grand nombre de bâtiments vides de la ville.
- *Encouragement de bandes fascistes*. En octobre 2013, la maire Bouchart a créé un compte de messagerie permettant aux citoyens de signaler les endroits où logent des migrant-e-s à Calais¹⁴. Cet appel a été rapidement suivi de la création d'un groupe de citoyens anti-migrant-e-s appelé «Sauvons Calais», qui initialement prétendait être soutenu par la maire. Cependant, la mairie a pris ses distances par la suite, après que son principal porte-parole, Kevin Reche, eut été révélé comme un néo-nazis tatoué de la swastika.
- *Soutien aux manifestations anti-migrant-e-s*. En 2016, Bouchart a soutenu des manifestations dites «apolitiques» organisées par un groupe appelé «Agir Ensemble Pour Sauver Calais»¹⁵, dirigé par un commerçant local et parmi lesquels des représentant-e-s de la direction du port, de compagnies de ferries et d'un syndicat du port¹⁶.
- *Obstacles à la solidarité*. Bouchart a interdit aux groupes et événements pro-migrant-e-s d'utiliser des installations municipales, un des exemples est le terme qu'elle a mis au festival «À l'Uni Son» en 2013 qui devait se dérouler dans le centre communautaire la «Maison de Tous»¹⁷. Elle a également fait usage de procédures permises dans la réglementation de la municipalité, telles que celles de la législation «santé et sécurité» utilisées pour fermer les espaces de solidarité pro-migrant-e-s ouverts dans des bâtiments privés, comme ce fut le cas pour le «Centre Zetkin» créé par Calais Migrant Solidarity en 2013.

Eurotunnel

Eurotunnel est une société privée cotée en bourse qui a été autorisée à exploiter le tunnel sous la Manche jusqu'en 2086. Elle appartient à de grands fonds d'investissement internationaux. Son conseil d'administration est composé de personnes pesant lourd des deux côtés de la Manche, dont les ex-ministres britanniques Patricia Hewitt et Tim Yeo et du poids lourd local Philippe Vasseur, aux côtés de Lord Levene, président de General Dynamics UK,, et ancien conseiller national en armement du Royaume-Uni ainsi que le responsable des infrastructures de Goldman Sachs¹⁸.

Eurotunnel dispose de sa propre milice de sécurité privée, forte de 300 employés, qui surveille la zone du tunnel et est gérée par un ancien chef de la police française et un ancien colonel de la police militaire. Eurotunnel a joué un rôle clé dans la militarisation de la frontière dès le début: les traités qui à l'origine de la frontière britannique exportée sur le sol français, vers la France ont en fait émergé des négociations autour du tunnel.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-de-calais-des-mesures-prises-pour-eviter-leur-ia33b48581n3167998>

13 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2014/05/14/communique-salut-o-toit/>

14 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2013/10/25/natacha-bouchart-the-mayoress-of-calais-posted-an-e-mail-adress-on-facebook-to-denunciate-the-migrant-squatters/>

15 <https://luttennord.wordpress.com/2014/02/22/sauvons-calais-les-miliciens-sont-dans-la-rue/>

16 <http://www.lavoixdunord.fr/region/pour-sauver-le-port-de-calais-des-employes-reclament-que-ia31b0n3197859>

17 <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2013/10/21/4420/>

18 Voir détails sur le profil d'Eurotunnel: <https://calaisresearch.noblogs.org/eurotunnel/>

Mitie a signé un important contrat de sécurité avec Eurotunnel. Mitie a remporté un contrat de sécurité d'une valeur de 12 millions de livres sterling avec Eurotunnel en 2010, ce contrat a été prolongé en 2014¹⁹.

Les coûts d'Eurotunnel liés à la sécurité des frontières sont pris en charge par les gouvernements britannique et français, dans le cadre d'un accord juridique remontant au traité de Canterbury de 1989. Les montants ne sont pas divulgués, mais s'élèvent à plusieurs millions. Eurotunnel a déclaré avoir consacré 29 millions d'euros à la sécurité globale en 2015, soit nettement plus que les 12 millions d'euros en 2014 et les 11,3 millions d'euros en 2013.

En 2007, Eurotunnel a eu gain de cause devant la Cour permanente d'arbitrage de La Haye contre les deux gouvernements, les condamnant à payer 24 millions d'euros de frais pour cause de «pertes d'activités» en 1999-2002. Il ne s'agissait que du deuxième jugement jamais prononcé contre le Royaume-Uni dans le cadre de la procédure de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), qui permet aux entreprises de poursuivre les gouvernements devant des tribunaux secrets et à huis clos. En 2015, Eurotunnel a déclaré qu'elle poursuivait ses poursuites contre les gouvernements pour exiger une indemnisation en raison de la «crise des migrant-e-s»²⁰. En dépit du fait qu'en 2015, les bénéfices d'Eurotunnel avaient été les plus élevés de tous les temps.

Le Port de Calais

Techniquement, le port appartient au Conseil régional, organisme gouvernemental régional actuellement contrôlé par le parti de droite Les Républicains. Il est cependant exploité dans le cadre d'une concession de 50 ans par une société semi-privée appelée Société d'exploitation des ports du Détroit (SEPD). Cette concession comprend également le petit port de Boulogne à proximité.

Le SEPD est une «société à responsabilité limitée» appartenant majoritairement à l'État. 73% de ses actions sont détenues par les chambres de commerce régionales (CCI Nord de France et CCI Côte d'Opale). Ce sont des quangos (organisation quasi gouvernementale) dirigées par des entreprises locales, plus puissantes en France qu'elles ne le sont au Royaume-Uni. 11% sont détenus par le fonds d'investissement d'État CDC (Caisse des Dépôts et Consignations); 11% supplémentaires par un fonds d'investissement privé d'infrastructure appelé Meridiam; et 5% dans le cadre d'un programme d'actionnariat salarié.

Le port se trouve actuellement au cœur d'un important projet d'expansion quinquennal (appelé «Calais Port 2015»). Les multinationales françaises de la construction, parmi lesquelles Bouygues et Vinci, ont signé des contrats de plusieurs millions d'euros dans le cadre de ce programme d'expansion²¹.

L'entreprise portuaire n'a aucun intérêt direct à attaquer les migrant-e-s: ce sont les contrôles aux frontières plutôt que les migrant-e-s qu'ils ciblent puisque les contrôles perturbent le flux des échanges. Mais, étant donné que le Royaume-Uni n'est pas sur le point de lever les contrôles aux frontières, le port doit coopérer activement en matière de sécurité.

En 2015-2016, les migrant-e-s ont procédé à de nombreuses incursions à grande échelle dans le port et dans le tunnel. Une course aux armements s'est mise en place, les deux sites construisant

¹⁹ <https://www.insidermedia.com/insider/national/110221-mities-12m-security-contract-renewed>

²⁰ www.waronwant.org/media/uk-and-france-paid-24m-euros-calais-migrants-isds-case;news.vice.com/article/eurotunnel-wants-france-and-britain-to-pay-105-million-to-cope-with-migrant-crisis-in-calais.

²¹ <http://www.eurotunnelgroup.com/uploadedFiles/assets-uk/Shareholders-Investors/Publication/Registration-Doc/2015-Registration-Document-GET-SE.pdf>

des clôtures de plus en plus abominables. Parmi les mesures récemment prises par le port, citons: la construction de nouvelles clôtures et la «Grande muraille de Calais»; l'installation de barrières infrarouges fournissant des notifications en temps réel aux agents de sécurité sur les tentatives d'intrusion et l'emploi d'un nombre croissant d'agents de sécurité privés. Eamus Cork (ECS) est le fournisseur de services de sécurité privés le plus important. Il s'agit de la même société qui effectue également la vérification des véhicules pour la force frontalière.

Quelques récents accords de financement à destination du régime frontalier de Calais

2009 : après un nouvel «accord» convenu lors du sommet franco-britannique de 2009, le Royaume-Uni accepte de verser 15 millions de livres sterling, principalement pour les nouvelles technologies de contrôle des frontières.²²

2014 : Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) de l'Union européenne est mis en place. Il consacrera 3,137 milliards d'euros au total aux dépenses de l'Europe sur une période de sept ans (2014-2020)²³. Ceci comprend : «266 millions d'euros alloués pour la France"et "plus de 370 millions d'euros destinés au Royaume-Uni". Ce n'est pas seulement destiné à Calais, mais «ces deux programmes, traiteront également de la situation à Calais»²⁴.

2014 : le Royaume-Uni consacre 3 millions £ à la mise à niveau du système de scannage de véhicules²⁵.

2014 : la Commission européenne octroie un «financement d'urgence» de 3,8 millions € pour cofinancer la création du centre de jour «Jules Ferry».

Septembre 2014 : Bernard Cazeneuve (alors Premier ministre) et Theresa May annoncent la création d'un «Fonds commun pour Calais» de 15 millions d'euros. Celui-ci est largement utilisé pour la sécurité portuaire, y compris 5,1 millions d'euros pour les clôtures; 3,1 millions d'euros pour l'extension des contrôles de la gare routière et les bureaux, 2,5 millions d'euros pour la «mise en attente sécurisée du fret», 2,45 millions d'euros pour l'augmentation des contrôles de la Force frontalière dans la «zone touristique» du port; et 500 000 € pour les caméras. Un autre montant non divulgué, mais peut-être de plusieurs millions, a été dépensé pour une nouvelle sécurisation du tunnel.

Juillet 2015 : le Royaume-Uni annonce un financement supplémentaire de 9 millions de livres sterling pour Calais. 2 millions £ à investir dans une «zone sécurisée» à Calais pour les camions à destination du Royaume-Uni et 7 millions £ pour d'autres mesures de sécurité²⁶.

Août 2015 : dans une déclaration commune sur «La gestion des flux migratoires à Calais», le Royaume-Uni promet 3,5 millions de £ supplémentaires par an sur deux ans. Le communiqué explique qu'il y aura 500 policiers supplémentaires du Royaume-Uni et de la France, ainsi que des

²² <http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/britain-pledges-pound15m-to-tighten-border-controls-1734049.html>

²³ http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/financing/fundings/migration-asylum-borders/asylum-migration-integration-fund/index_en.htm

²⁴ <http://uk.reuters.com/article/uk-europe-migrants-funding-idUKKCN0QF16620150810>

²⁵

https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/359914/BFpartnerBulletinSep14.pdf

²⁶ <http://www.bbc.com/news/uk-33992952>

équipes de fouille de fret supplémentaires, des chiens et des fonds britanniques pour les vols français d'expulsion²⁷.

31 août 2015 : la Commission européenne annonce une «aide d'urgence» de 5,2 millions € pour les travaux autour du centre Jules Ferry et pour le «transport» de réfugié-e-s et de migrant-e-s de Calais vers d'autres destinations en France.²⁸

Mars 2016 : Un sommet franco-britannique annonce un montant supplémentaire de 17 millions £ pour la sécurité à Calais²⁹. La même annonce prédit également une collaboration franco-anglaise de 2 milliards d'euros pour un programme de drones militaires baptisé Système de Combat Aérien Futur (SCAF). Les fonds sont à destination d'entreprises d'armement telles que les sociétés britanniques BAE Systems et Rolls-Royce (Royaume-Uni), ainsi que Dassault Aviation, Safran et Thales (France)³⁰

Octobre 2016 : un nouveau financement britannique de 36 millions £ est annoncé pour couvrir l'expulsion de la jungle, renforcer la sécurité portuaire et plus encore³¹.

Les bénéficiaires des frontières de Calais

Avec tout cet argent qui circule, Calais est devenue un attrape-mouches pour les profiteurs des systèmes touchant à la sécurité frontalière. Voici quelques faits particuliers - voir le site Web de Calais Research pour plus de noms et plus de détails sur chacun.

Eamus Cork

Également connu sous le nom de Solutions Eamus Cork ou ECS. La société basée à Dunkerque a été créée en 2004 par un ancien policier de Calais. C'est le principal fournisseur de services de sécurité de la Force frontalière à la recherche de migrant-e-s à Calais et dans les ports avoisinants. ECS a obtenu pour la première fois en 2011 un contrat de trois ans portant sur un montant de £ 7,1 millions, celui-ci a ensuite été prolongé de deux ans. Puis, en 2016, il a décroché un contrat du Home Office (Ministère de l'Intérieur) augmenté de 27 millions £ destinés à la fois au contrôle de véhicules ainsi qu'à la gestion de centres de détention dans les ports de Calais, Dunkerque et Boulogne. Cela devrait durer au moins jusqu'en 2020, avec des clauses d'extension pour deux années supplémentaires³².

Wagtail

Wagtail fournit des chiens et des maîtres-chiens qui travaillent aux côtés d'ECS dans les contrôles au port. Son contrat actuel, d'un montant de £ 9,3 millions, a été attribué en 2014 et se poursuit jusqu'en 2020. Sur son site Web, Wagtail affirme être «la SEULE entreprise privée britannique

²⁷ <https://www.gov.uk/government/publications/joint-ukfrench-ministerial-declaration-on-calais>

²⁸ http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-is-new/news/news/2015/20150831_1_en.htm

²⁹ <http://www.france24.com/en/20160303-hollande-caleman-calais-migrants-drone-deal-franco-british-summit>

³⁰ <https://www.flightglobal.com/news/articles/analysis-anglo-french-fcas-feasibility-study-kicks-405711/>

³¹ <https://fullfact.org/immigration/36-million-isnt-just-close-calais-jungle/>

³² <http://www.bbc.com/news/uk-37411314>, <http://www.eamuscork.com/spip.php?article64>
<http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:39786-2017:TEXT:EN:HTML>

fournissant des chiens de détection de corps (destinés à détecter les migrant-e-s clandestins) pour la UK Border Force»³³.

Mitie

Mitie, qui jouit d'importants contrats pour la détention et l'expulsion au Royaume-Uni, est également contractante pour la sécurité à Eurotunnel depuis 2010.

Biro Sécurité

Biro est une entreprise de sécurité locale proche de la maire Bouchart, elle a remporté de nombreux contrats municipaux. Elle a fourni la technologie biométrique, des gardes et des chiens au camp de conteneurs Jules Ferry. Biro a également mis à la disposition des camions un parking sécurisé à proximité de l'autoroute, ainsi que l'aire de repos Saint-Laurent à Steenvoorde, en Belgique, lieu également occupé par des migrants de la jungle³⁴.

Vinci

Vinci est l'une des plus grandes multinationales françaises du bâtiment et de concessionnaires. La majeure partie de ses milliards provient d'une concession très rentable qui gère des autoroutes françaises. Elle a été impliquée dans de nombreux scandales internationaux, allant d'allégations d'esclavagisme au Qatar à la dévastation écologique et à la corruption en Russie, en passant par l'établissement de listes noires de syndicats au Royaume-Uni. Trois des sociétés impliquées dans la construction et la propriété d'Eurotunnel font dorénavant partie de Vinci. En 2016, Eurovia, filiale de Vinci, a travaillé sur le contrat de 2 millions £ pour la construction de la «grande muraille de Calais», un mur de 2 millions destiné à sécuriser l'autoroute à proximité du port. La même année, une autre filiale de Vinci, Sogea, effectua la démolition de la Jungle³⁵.

Entrepreneurs de clôture

Un entrepreneur en clôtures du Kent, Jackson's fencing, a emporté le contrat de 2015 pour l'installation d'une nouvelle clôture de sécurité autour de l'Eurotunnel³⁶. Une société française appelée Clôtures Michel Willoquaux (Groupe CW) elle, a réalisé les clôtures du camp de conteneurs «Jules Ferry».

Thales

C'est l'énorme multinationale française d'armement Thales qui a conçu et installé une grande partie des technologies de sécurisation dans le port de Calais. Ses installations comprennent :

des équipements pour contrôler l'accès, tels que des portes tournantes pour piétons et des lecteurs de badges pour le personnel autorisé à entrer dans la zone portuaire. 50 caméras IP (Internet Protocol) surveillent la clôture de 8 000 mètres de long, l'unique point d'accès public au site et aussi diverses autres lieux cruciaux.

33 Company website: <http://www.wagtailuk.com/> Contract award notice: <https://www.contractsfinder.service.gov.uk/Notice/ef402d0f-aa43-404d-b5c6-6cf9f8c46c16>

34 <http://www.lavoixdunord.fr/region/camp-pour-migrants-a-calais-une-bonne-opportunit-e-pour-ia33b48581n3222429>

<http://cettesemaine.info/breves/spip.php?article1411&lang=fr>

35 Calais Research: profile de Vinci company <https://calaisresearch.noblogs.org/vinci/>

36 <https://www.jacksons-security.co.uk/News/transport-case-studies/improving-perimeter-safety-and-security-at-the-eurotunnel-terminal-in-coquelles-calais-6566.aspx>

Thales fournit également à Eurotunnel des drones nommés «spycopter» Au-delà de Calais, Thales est l'une des principales bénéficiaires des financements des gouvernements et de l'UE dans le domaine des technologies de sécurité des frontières à travers l'Europe³⁷.

Scanners, drones, technologie à rayons X

Outre Thales, de nombreuses autres entreprises construisent, installent et entretiennent des équipements de surveillance de haute technologie pour les forces portuaires (Border Force) et Eurotunnel. Voici quelques-unes de leurs dénominations - (voir le site de Calais Research pour plus de détails). Systèmes FLIR (caméras thermiques); Smiths Detection (tomodensitomètres et scanners à rayons-X pour Eurotunnel); AMG Systems (TVcircuit fermé Eurotunnel); Clearview Communications (télévision en circuit fermé pour Eurotunnel); Rapiscan (scanners à rayons X du port de Calais); Sécurité Scan-X (maintenance des scanners à rayons X); Chess dynamics (vision nocturne pour les bateaux de la Force frontalière); Sorhea (détecteurs infrarouges dans les clôtures des ports et des autoroutes).

Gaz lacrymogène et autres armements policiers

Les sociétés suivantes fabriquent des gaz lacrymogènes utilisés par les CRS et les gendarmes: Nobel, SAE Alsetex, Etienne Lacroix. D'énormes quantités de gaz lacrymogène sont utilisées contre les migrant-e-s à Calais. Parmi les autres armes figurent les pistolets Taser (fabriqués par Taser France) et les grenades «flash-ball» (SAPL, Verney Carron). Une nouvelle arme disponible pour les forces anti-émeute françaises, un «canon laser» aveuglant destiné notamment à être déployée lors d'interventions d'expulsions de campements par exemple. Bien que le fabricant du canon laser n'ait pas été confirmé, une telle arme est fabriquée par une société française appelée GEIM³⁸.

Luttes et solidarité à Calais

Il nous est arrivé de parler de «résistance» pour décrire la lutte des migrant-e-s contre le régime des frontières. Ce terme cependant présente un écueil : il pourrait suggérer que les migrant-e-s se trouvent systématiquement en réaction quant aux attaques de l'État, plutôt que de prendre l'initiative eux-mêmes. En fait, en particulier dans des situations frontalières telles qu'à Calais, il est souvent plus cohérent de considérer les migrant-e-s comme étant protagonistes - des personnes qui montrent le chemin.

Chaque année, des milliers de personnes se rendent à la frontière pour suivre leurs besoins et objectifs propres, réaliser leurs rêves d'une vie en sécurité et meilleure. Le régime des frontières tente de les bloquer à l'aide de ses clôtures en fil de fer rasoir, gaz lacrymogènes et autres armes. Ces attaques entraînent de grandes souffrances mais ne parviennent jamais à arrêter totalement le mouvement. Même actuellement, avec des milliers de policiers autour de Calais et des millions dépensés pour des mesures de sécurité, les gens continuent à traverser la Manche tous les jours.

Traverser la frontière dans de telles conditions implique beaucoup de créativité et d'ingéniosité. Pour des raisons évidentes, nous n'allons pas en parler ici en détail. Il convient de noter qu'il existe certainement des groupes de «mafia» impliqués, ainsi que de l'exploitation et de la violence. Toutefois un grand nombre traverse sans payer de passeurs, par ailleurs beaucoup de passeurs sont loin de correspondre des stéréotypes honteux.

Nous devrions aussi mentionner les périodes en 2015 et 2016 lorsque des centaines de personnes se sont rassemblées pour traverser la frontière en grands groupes coordonnés³⁹. Ce mouvement

37 <http://www.themigrantsfiles.com/>

38 <https://calaisresearch.noblogs.org/contractors/#sdfootnote73anc>

39 voir blog de Calais Migrant Solidarity pour de nombreux récits et vidéo en particulier

était indépendant du contrôle de quelconques mafias et n'a certainement pas été initié (comme le prétendent les autorités françaises) par des «anarchistes européens no border⁴⁰». Certains anarchistes européens et d'autres ont soutenu ces actions, le plus souvent au moyen d'actes basiques comme apporter de l'eau ou les premiers secours. Les passages eux-mêmes pourtant étaient entièrement auto-organisés par des personnes sans-papiers et constituaient de puissants exemples inspirants d'actions directes collectives à grande échelle.

Logement et vie

Aux semaines voire mois qu'elles sont nombreux et nombreuses à rester bloqué-e-s à Calais, à la lutte pour réussir à traverser, s'ajoute aussi le combat pour rester en vie et garder sa force. Il faut trouver un endroit chaud et sec pour dormir, se nourrir, éviter les blessures et la violence de la police. Cela implique une fois de plus, beaucoup de créativité, de la résilience et du soutien.

Les exemples les plus parlants en sont les grands campements créés par les migrant-e-s à Calais : la jungle pachtounne de 2009, la grande jungle de 2015-2016 ainsi que les squats qui existent depuis longtemps, tels que les fréquentes occupations de la Maison de l'Afrique de 2010-12. Mais il y a eu bien d'autres lieux et d'espaces partagés et il en existe toujours actuellement.

C'était pour la jungle 2015-2016 que pour la première et l'unique fois l'État et ses ONG subventionnées fournissaient à un camp de migrant-e-s situé à Calais, des installations de base telles que conduites d'eau, éclairage électrique, collecte de déchets minimale et des toilettes (horribles). Tout le reste en revanche était auto-géré par les migrant-e-s dans des conditions extrêmement difficiles. Ce n'était certainement pas un paradis et il y existait toutes les tensions et abus auxquels on pouvait s'attendre dans tout regroupement humain soumis à des pressions. Il y régnait cependant aussi une solidarité et une auto-gestion très efficaces.

Solidarité au-delà des frontières

Alors que les migrants sans-papiers sont les principales actrices et principaux acteurs des luttes à Calais, des personnes en règle de séjour ont joué des rôles de soutien importants. En 2015-2016, l'afflux massif de volontaires, de dons et de fonds en provenance du Royaume-Uni et de toute l'Europe ont fait preuve d'un accueil sans précédent de la part de nombreux-ses citoyen-ne-s, ce qui a permis de compenser la brutalité exercée à leur rencontre par les gouvernements et entreprises. Malheureusement, cette poussée humanitaire fut aussi de courte durée.

- Par ailleurs, bien qu'absentes des gros titres, de nombreuses de personnes se sont continuellement trouvées aux côtés des migrant-e-s à Calais. Beaucoup de racistes et de fascistes vivent dans cette ville, mais nombreux-ses sont les habitant-e-s qui ont accueilli

<https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2015/08/02/a-night-of-migrants-collective-strength-and-severe-police-repression/>

40 Calais Migrant Solidarity: "Lies in the media about No Borders: a CMS response", March 2016

<https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2016/03/04/lies-in-the-media-about-no-borders-a-cms-response/>

"Non, le mouvement No Border n'est pas responsable de l'augmentation de la tension dans le Calais" – Texte de soutien aux "No Borders" contre les allégations étatiques par plus de 20 associations travaillant sur Calais - novembre 2015:

<https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/2015/11/21/texte-de-soutien-des-associationstext-of-support-from-associations/>

Calais Migrant Solidarity: "What is 'No Borders'?", août 2015

<https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/page/39/>

des migrant-e-s chez elles/eux, affrontant les violences policières, faisant des dons de nourriture et de vêtements, organisant des espaces et des événements. partagés. Le réseau Calais Migrant Solidarity n'a cessé de participer activement à cette assistance et soutien et ce, depuis 2009. Parmi leurs actions et activités citons :

- l'assistance pour la mise à disposition d'infrastructures de base , les premiers soins, la traduction, l'assistance juridique et des sources d'information;
- l'ouverture et la défense de lieux de logements tels que les squats de migrant-e-s, y compris le premier espace de la ville réservé aux femmes
- documenter et combattre les violences policières (fichier "This Border Kills", publié dans la presse mainstream depuis);
- l'ouverture de centres sociaux (Hangar Kronstadt, Centre Marie-Noël "Zetkin", le squat de Fort Galloo, "Le Local") dans la ville afin de permettre aux migrant-e-s et citoyen-ne-s de Calais de se rencontrer
- le soutien et la participation aux manifestations de migrant-e-s et actions directes contre la frontière.

Comment pouvons-nous évaluer l'impact de ces actions ? Premièrement, il y a celles qui ont conduit à des réformes gouvernementales. Par exemple, nous avons constaté que le fait de faire état publiquement la violence d'État avait eu pour conséquence une réduction temporaire de la brutalité - celle-ci cependant reprend chaque fois dès le tollé médiatique dissipé. De même, le squat pour femmes a contraint l'État à ouvrir ses premiers locaux destinés aux «personnes vulnérables» dans le centre Jules Ferry - cependant endéans les deux années qui suivirent ceux-ci ont à nouveau été fermés.

Jusqu'au moins récemment, la politique et les médias français ont été moins résolument anti-migrant-e-s qu'au Royaume-Uni, avec une proportion plus égale entre voix xénophobes et libérales. Pourtant, aucune campagne politique n'a donné lieu à une modification sur le long terme de la ligne dure suivie par l'État à Calais. Les réformes ont créé des espaces où souffler qui sont les bienvenus, mais toujours temporaires. Cela ne changera pas aussi longtemps que les impératifs économiques et politiques sous-jacents au système des frontières resteront en vigueur.

Le logement et d'autres infrastructures de base participent au maintien des gens et à rester forts pour combattre les frontières. Nous ne devrions jamais non plus sous-estimer le pouvoir essentiel d'un accueil chaleureux. Les structures de solidarité auto-organisées ont également été temporaires : chaque squat et chaque jungle finissent par être expulsés, qu'ils aient existé pendant des jours ou des années. Ce qui compte, ce ne sont pas l'un ou l'autre espaces ou structures particuliers, mais bien une culture de la solidarité qui par ricochet en crée de nouvelles.

En fin de compte, le «travail» de solidarité le plus puissant consiste à établir de nouvelles relations de lutte commune entre personnes avec et sans papiers. Bien que Calais soit généralement considérée comme un lieu de crise et de désespoir, elle a également un autre visage. C'est un lieu de rencontre, de réunions, où de nombreuses et solides relations se sont nouées entre personnes d'origines différentes.

Les jeunes Calaisien-ne-s marginalisé-e-s se lient d'amitié avec des migrant-e-s dans les parcs et découvrent qu'ils ont un ennemi commun en l'arrogante police. Dans le centre social «Zetkin», ouvert dans un entrepôt d'un quartier en déclin, des constructeurs palestiniens et soudanais ont travaillé aux côtés de Calaisien-ne-s sans emploi pour construire un espace pour tous. Le squat de Fort Galloo est devenu un lieu de rencontre régulier visité par des centaines de personnes partageant des repas, des concerts, des histoires et élaborant ensemble des projets.

Sans surprise, après quelques semaines seulement, la police anti-émeute a fermé le centre Zetkin. Galloo a été plus difficile à fermer. Son succès cependant a incité l'État à développer le centre Jules Ferry et à encourager une jungle tolérée à des kilomètres de distance - l'objectif étant de maintenir les migrant-e-s et les locaux bien séparés. Les autorités savent ce que nous savons : si les migrant-e-s doivent faire face seul-e-s à la répression, illes sont facilement isolés et ciblés. Lorsque des personnes avec et sans papiers se joignent et se battent ensemble, nous pouvons renverser la situation.

* <https://corporatewatch.org/new-book-the-uk-border-regime/>